

## **Intervention USR-CGT Arles 18.12.18**

Bonjour à toutes et à tous. Bienvenue dans cette rue de la République. Profitez-en, elle va bientôt changer de nom : rue de la monarchie !

Oui, puisque la représentante locale de sa majesté le Roi Emmanuel 1<sup>er</sup> a élu domicile ici. Le Trianon en quelque sorte ! D'ailleurs LaREM c'est ... La Royauté en Marche !

Alors ce matin je placerai mon intervention sous le signe de la colère et de la honte ; La colère pour nous, la honte pour eux !

Voilà des années que nous, la CGT et d'autres aussi, dénonçons la politique antisociale des gouvernements successifs et leur asservissement au monde de la finance. Leur volonté, toujours au service du MEDEF, de détruire, coups après coups, les deux piliers du programme du Conseil National de la Résistance :

- La pluralité de la presse ; les premières fortunes de France ont toutes acheté les grands groupes de presse de ce pays pour mieux les museler, les formater et neutraliser toute velléité de résistance.
- Et la Sécurité Sociale ; « Chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins » ; la formule d'Ambroise Croizat pourrait bien être résumée à : « Chacun reçoit selon ses moyens » ! Santé, retraite, famille, tout y passe !

Et puis : code du travail rabeté, Prud'homme atrophié, salaires rognés, emploi malmené, conditions de travail aggravées, pensions de retraite ratatinées, services publics rabougris, éducation sacrifiée.

Le roi Macron et sa cour, dont vous faites partie, Mme la députée, vous ne détenez pas seuls la vérité.

Vous êtes restés sourds à toutes nos alertes, nos revendications.

Vous vous êtes employés, sans d'ailleurs vraiment y réussir, à rendre toute opposition inaudible, notamment la CGT en tant qu'organisation syndicale.

Vous avez fait fi de débats publics sur des projets de loi structurants y compris par voie d'ordonnances.

Nous étions les ringards qui nous arcboutions sur nos privilèges : statuts, retraites, code du travail, sécu, services publics...

Vous étiez les modernes qui voulaient balayer l'héritage de 40 ans et changer radicalement la politique du pays pour des jours meilleurs. Vous n'avez fait, misérables, que poursuivre et amplifier le travail de sape engagé par vos prédécesseurs ! Mais jusque où ?

La colère pour nous, la honte pour vous !

Et ce qui devait arriver arriva : La cocotte minute a sauté ! Et le roi Macron, s'en va à l'étranger ; il attend peut-être que ça passe ou que ça se tasse ?!

Et puis, contraint, il fait des annonces sensées calmer le jeu !

- SMIC augmenté de 100€ ! En fait il accélère et élargi un peu le versement de la prime d'activité. Prime versée par la CAF dont on connaît les importants retards dans les dossiers suite à des réductions drastiques de personnels. Bonus pour les patrons !
- Rétablissement des heures supplémentaires défiscalisées et désocialisées, dont on sait par expérience récente que ça détruit des emplois et mets un peu plus en difficulté les ressources de la sécu . C'est qui le ringard ?! Et bonus pour les patrons !
- Une prime de fin d'année également défiscalisée et désocialisée, non obligatoire, pour ...2019 ! Même topo et dans les 2 cas (ça change tous les jours !) pas clair pour la fonction publique...
- Et puis, pour les retraités, la pension non soumise à l'augmentation de la CSG est portée à 2000€. Attention, s'agissant du Revenu Fiscal

de Référence il s'agit en fait de 1860€ pour un célibataire et 2850€ pour un couple !

Pour les retraités rappelons que la loi de financement de la sécu votée ce 3 décembre, que vous avez votée, Mme la députée, prévoit une augmentation de nos pensions de 0,3% en 2019 et 2020 alors que l'on sait que l'augmentation du cout de la vie sera autour de 2% pour chacune de ces années. Soit une nouvelle perte de plus de 3%.

Les remboursements de médicaments. Le reste à charge zéro pour certains frais dentaires, optiques et auditifs qui vont se traduire par une augmentation des cotisations mutuelle de près 10% dans les 3 ans à venir pour les retraités !

Vous ne cessez de faire des annonces qui se traduisent par des transferts de financements où au bout du compte c'est toujours le contribuable ou l'assuré social qui paye.

La colère pour nous, la honte pour vous !

Le ministre du budget tente de nous culpabiliser en prétendant que les rustines de son patron vont coûter 10 milliards d'euros. Mais une fois de plus vous vous arrangez pour nous les faire payer d'une manière ou d'une autre ! Peut-être aussi sur le dos des collectivités territoriales qui ne verront probablement pas, ou guère, la couleur de la compensation de la suppression de la taxe d'habitation! Et encore un mauvais coup pour nos services publics de proximité (écoles, foyers, crèches, voiries, etc, ...).

Tout ça pour ne pas déplaire au MEDEF à qui vous ne cessez de faire des cadeaux, CICE et son dispositif de remplacement, 20 Milliards an sans rendre des comptes, ce qui amène à un coût de 200.000€ par emploi créé !

L'évasion fiscale que vous appelez pudiquement optimisation fiscale, qui coute 80 milliards d'euros par an au pays ? Vous commencez enfin à parler des GAFA mais ça va pas bien loin ; quand demandez-vous des comptes

aux entreprises du CAC 40 ? Quand vous déciderez- vous à légiférer dans l'intérêt du pays et de ses humbles habitants ?

Et voilà la France est championne d'Europe des dividendes ! 3<sup>ème</sup> au niveau mondial ? Triste médaille !

Et puis, cadeaux aux grandes fortunes de ce pays, toujours plus riches, a qui on supprime l'ISF et on accorde la flat tax ; les 100 premiers bénéficiaires les plus riches vont gagner près de 600.000€ par an ! (Challenge).

Arrêtez cette fuite en avant assise sur la théorie du ruissellement. Bien sûr ça ruisselle, mais dans les paradis fiscaux, pas sur le monde du travail !

Ça fait des décennies que ça dure, ça ne fonctionne pas. Et vous vous entêtez avec les mêmes vieilles recettes ! C'est qui le ringard ?!

Vous êtes des intégristes de la finance, des radicalisés du capital !

Il faudrait vous ficher S : sidérant, stupéfiant, sectaire ou servile...

Voilà un bon sujet de RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne) : « Voulez-vous augmenter les impôts des très riches et supprimer l'évasion fiscale des grandes sociétés ? » Évidemment le oui l'emporte! Vous faites quoi ?!

La colère pour nous, la honte pour vous !

C'est bien le RIC, mais si vous aviez respecté, écouté et entendu tous ceux qui vous alertaient sur la situation sociale déplorable, pas seulement les syndicats, les autres parlementaires, les associations, les ONG, le CESE,... on n'en serait pas là !

Le pays réclame des services publics de proximité.

Vous fermez, par exemple, des hôpitaux, ou plus subtilement des services hospitaliers les un après les autres, les bureaux de poste, des classes, vous supprimez, entre autres bien sûr, des postes à la CAF, pole emploi, la sécu,

ou encore de douaniers ou d'inspecteurs des impôts alors qu'ils rapportent au pays beaucoup plus qu'ils ne coûtent ! Quel gâchis !

Vous étranglez les collectivités locales et donc tous les services qui en dépendent.

Au moment où il devient indispensable de mettre en œuvre une véritable politique de transition énergétique, sans accompagnement social vous faites augmenter les tarifs des carburants et de l'énergie.

Tout ça sans contribution des plus gros pollueurs : poids lourds (qui au passage provoque un taux d'usure des voiries 15.000 fois supérieur à celui d'une voiture et pour les quels vous avez reculé sur la vignette !), avions dont le kérosène n'est même pas taxé (pas beaucoup de smicards qui se déplacent en avion), idem pour les bateaux avec des records de pollution pour les plus gros porte conteneurs qui transportent depuis le bout du monde des produits que l'on pourraient fabriquer dans notre pays.

Et pendant ce temps vous réformez la SNCF en supprimant des petites lignes et des gares, en supprimant des postes, comme les agents d'accueil en gare d'Arles. Tout ça après qu'un ministre du précédent président eu inventé les cars qui portent désormais son nom qui concurrence un peu plus le train sur les parcours les plus rentables. Quel gâchis

Quel message brouillé quant aux urgentes mesures à prendre pour le climat. Quelle occasion manquée au regard de l'histoire de notre pays !

La colère pour nous, la honte pour vous !

Le gouvernement envisage un nouveau système de retraites commun à tous les Français soit disant plus simple et plus juste avec un système universel qui remplacerait les 42 régimes de retraites existants. Les droits à la retraite seraient calculés en points dans un système où « 1€ cotisé vaudrait les mêmes droits pour tous ».

Une arnaque sans précédent qui va un peu plus, ou plutôt beaucoup plus, dégrader nos régimes de retraite qui ne seront certainement pas harmonisés par le haut ! Les actifs sont très largement concernés, mais les retraités aussi. Nous aurons l'occasion d'y revenir dès le début de l'année 2019, où le débat va s'ouvrir plus sérieusement.

Enfin, aujourd'hui 18 décembre, c'est la journée internationale des Droits des travailleurs Migrants et de leurs familles. La CGT est naturellement partie prenante de cette initiative car se battre pour les droits des travailleurs migrants, c'est se battre pour les droits de l'ensemble des travailleurs.

C'est aussi l'occasion de dénoncer l'attitude de nombreux pays bien sûr mais aussi et surtout du notre qui n'ont pas permis à l'Aquarius, qui a pourtant sauvé tant de vies humaines, de reprendre la mer.

L'occasion de dénoncer le mépris avec le quel est traité la demande de régularisation du jeune Aluisio à qui la préfecture de Marseille demande son retour au pays, où il risque sa vie, alors que 15 jours avant il était félicité par le ministre de l'éducation en personne pour son intégration (pétition internet 40.000 + 1500 papiers par ses camarades de Lycée !)

Mais comment pouvez-vous être aussi handicapés du cœur face au drame des migrants ?

La colère pour nous, la honte pour vous.

J'ai été un peu long et vous prie de m'en excuser...

Une petite conclusion sur les retraités dont je n'ai finalement pas beaucoup parlé !

Avec les propositions de la CGT pour financer la sécu et donc les retraites:

**Transformer en profondeur le financement de la Sécurité sociale, qui doit reposer à nouveau sur les cotisations sociales assises sur le salaire socialisé.**

**Annuler immédiatement l'augmentation de la CSG intervenue en 2018 pour tous les retraités, et revenir sur les exonérations de cotisations sociales décidées par les lois de financement de la Sécurité sociale 2018 et 2019.**

**Le montant total des exonérations de cotisations atteint aujourd'hui près de 80 milliards euros.**

**La CGT propose donc de mettre en place une modulation des cotisations patronales tenant compte de la part des salaires dans la valeur ajoutée et visant au développement d'emplois stables et qualifiés.**

**La CGT propose également de soumettre à cotisations sociales l'ensemble des éléments de rémunération des salariés – notamment l'intéressement à la participation – qui pourront ainsi compter pour la retraite.**

**Enfin, nous proposons de créer une contribution sociale au profit de la Sécurité sociale assise sur les dividendes versés par les entreprises à leurs actionnaires.**

Voilà les solutions existent ! Mais il faudra encore se battre, ensemble, pour les arracher.

Les salariés, les privés d'emplois, les lycéens et les étudiants, les retraités ne sont pas des paillassons sur les quels on s'essuie les pieds !

Allez-vous enfin nous écouter ?

Sinon, la colère pour nous et la honte pour vous !

Merci !

